

VISITE DE MISSION
du
COMITÉ DES DONATEURS

à la

DÉLÉGATION DE BORDEAUX

JANVIER 2023

Pauillac, Listrac, Saint-Julien, Margaux... Les grands noms des domaines viticoles du Médoc défilent sur la route.

Au volant, Katy, salariée coordinatrice et à côté d'elle, Ana, bénévole de Médecins du Monde.

Les averses se succèdent et la température approche les 7 degrés.

Nous avons quitté le Caso de Bordeaux depuis une bonne heure.

Peu avant Saint-Julien, Katy engage la voiture de l'association dans un chemin étroit au milieu des vignes.

Mais très vite, peu avant la forêt, les ornières sont telles qu'il faut laisser la voiture devant le risque de s'embourber.

Nous poursuivons à pied en contournant les grosses flaques de boues qui jonchent le chemin.

Au loin, une lourde bâtisse en ruines, recouverte de tags.

À son approche, deux ou trois chiens se précipitent vers nous en aboyant.



Très vite, nous voyons apparaître Miguel, grande silhouette maigre sortie des quelques tentes improvisées tendues entre des carcasses de vieilles caravanes délabrées.

Miguel a calmé les chiens et Ana engage la conversation en Espagnol.

La pluie redouble.

Katy appelle la Pass de Lesparre afin de prendre un rendez-vous médical pour Miguel. Une travailleuse sociale l'accompagnera dans ses démarches d'ouverture de droits. Mais, avec un délai de trois semaines d'attente, Katy n'est pas vraiment sûre que Miguel puisse honorer ce rendez-vous.

Il suffit qu'on l'appelle pour un travail dans les vignes pour que Miguel soit contraint de s'y rendre sur le champ.

Nous poursuivons notre chemin à la recherche de Serena avec laquelle Katy avait pris rendez-vous. Nous entrons dans la ruine, et marchons au milieu de vieux pneus, de parpaings, de barres

de fer. Au détour d'un escalier envahi par les ronces, une fenêtre nous permet d'apercevoir encore quelques habitants, et un nouveau chien, tout aussi agressif.



Peut-on un instant supposer que des travailleurs puissent vivre dans de telles conditions ?

Au bout de quelques minutes d'errance, nous apprenons que Serena n'est pas là. Elle a dû vraisemblablement partir sur une vigne.

La visite est terminée.

Le temps de constater que le campement n'a accès ni à l'eau ni à l'électricité, nous reprenons le chemin du retour.

Sans doute la pluie battante est pour beaucoup dans le fait que nous n'avons pas pu rencontrer grand monde.

I/ L'emploi du temps de notre visite.

Cette visite d'un squat de travailleurs viticoles saisonniers fait partie du programme de visites qu'Adeline, coordinatrice régionale, nous a préparé sur deux jours.

À notre arrivée à Bordeaux, elle nous a reçus dans un bureau modeste, situé au 1er étage du Caso de Bordeaux.

Notre première impression, confirmée par la suite, est que ce Caso, réparti sur deux étages dans un petit bâtiment récent, est très actif et qu'il y règne une ambiance chaleureuse de travail et d'engagement militant.

Le premier jour, Adeline nous a présenté les activités des Caso de Bordeaux et de Pau. Puis, nous avons déjeuné avec l'équipe avant de partir visiter le bidonville de Saint-Laurent du Médoc.

Le soir, un dîner a été organisé afin de nous présenter l'ensemble de l'équipe et notamment les membres de la délégation régionale.



Le lendemain matin, nous avons assisté à l'accueil du public, à quelques consultations psychologiques et d'accueil social, ainsi qu'à une séance d'alphabétisation. La rencontre avec Julien Nechet, responsable du Caso, a précédé notre visite à la Maison des Livreurs, lieu d'accueil, de détente, d'échanges et de consultations mis à la disposition des livreurs de repas rapides (Deliveroo, UberEats, etc...)

II/ Organisation générale.

La délégation Aquitaine comprend deux Caso, Bordeaux et Pau (en instance de fermeture), ainsi que plusieurs programmes.

Le programme Squat à Bordeaux, désormais transféré, a permis de détecter de nouveaux besoins, de nouvelles catégories de bénéficiaires vivants dans des lieux précaires et de lancer un nouveau programme « travailleurs précarisés » sur les deux axes suivants :

- une mission auprès des **travailleurs viticoles saisonniers**
- une mission auprès des **livreurs de repas rapides travaillant** pour des plates-formes numériques.

Le programme **PRISME**, vaste opération qui consiste à offrir, tant aux personnels de santé de ville qu'aux bénéficiaires, un service de traduction en temps réel et en consultation afin de faciliter l'accès aux soins.

Un programme de **cours de français (FLE)** qui facilite les démarches pour les bénéficiaires étrangers.

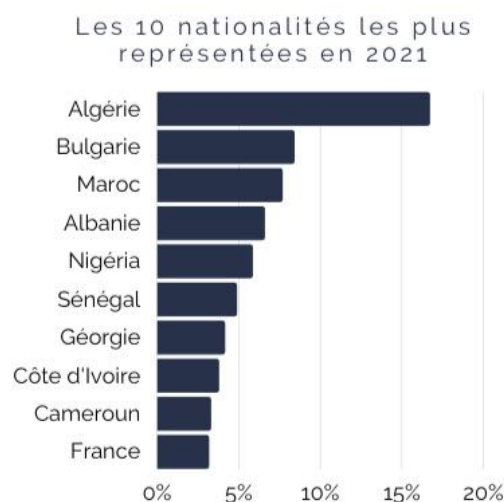
III/ CASO DE BORDEAUX

Le CASO fonctionne avec un volant d'une **soixantaine de bénévoles** médicaux et non médicaux. Trois salariés (2,3 ETP) complètent et encadrent l'équipe : un coordinateur, une assistante sociale et une assistante de programme. Plusieurs stagiaires renforcent ponctuellement les activités. Deux Responsables de Mission, élus par les bénévoles, sont impliqués dans la coordination générale du CASO en soutien au coordinateur salarié.

On compte onze référents pour représenter les neuf actions du CASO : Médecine générale, Santé mentale, Infirmerie, Accueil, Social, Prévention, Pharmacie, Cours de Français et DASEM.

Le CASO est ouvert sans rendez-vous du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et offre :

- des consultations de médecine générale.
- des consultations de santé mentale
- un accueil-accompagnement pour l'accès aux droits et à la prévention.
- des cours de français
- un accompagnement pour les demandes de titre de séjour pour raisons médicales



97 % du public reçu est d'origine étrangère et son âge moyen est de 32 ans.

En 2021, 83 % des personnes relevant légalement de l'AME n'avaient pas ouvert de droits et 70 % les méconnaissaient.

On a compté sur l'année 2021 :

1.297 consultations de médecine générale

467 consultations infirmières

2.202 entretiens sociaux

Le tout pour :

263 k€ de budget

Les **dons privés représentent environ la moitié du budget** 2021. L'autre moitié provient de subventions publiques.

Il existe une bonne coordination avec les PASS du CHU et des échanges fréquents avec la CIMADE ou l'Institut de Défense des Étrangers, ainsi que d'autres collectifs locaux (SSR en particulier).

FORMATION des BÉNÉVOLES

La formation se déroule sur une vingtaine de sessions.

Elle a concerné en 2021 quelque 109 participants.

31 stagiaires y ont été également accueillis. (Étudiant médecins, infirmiers, travailleurs sociaux)

Interventions auprès des professionnels de santé (Masters, séminaires. etc.)

160 personnes ont été contactées.

CONSULTATIONS

34 médecins généralistes, infirmières et pharmaciens bénévoles se relaient aux consultations de médecine générale.



L'accompagnement social, quant à lui, a proposé 1 450 entretiens avec l'aide de 32 bénévoles.

La Santé mentale a fait l'objet de 350 consultations.

Pour le secteur prévention, 344 dépistages ont été opérés (VIH, Hépatite B et C)

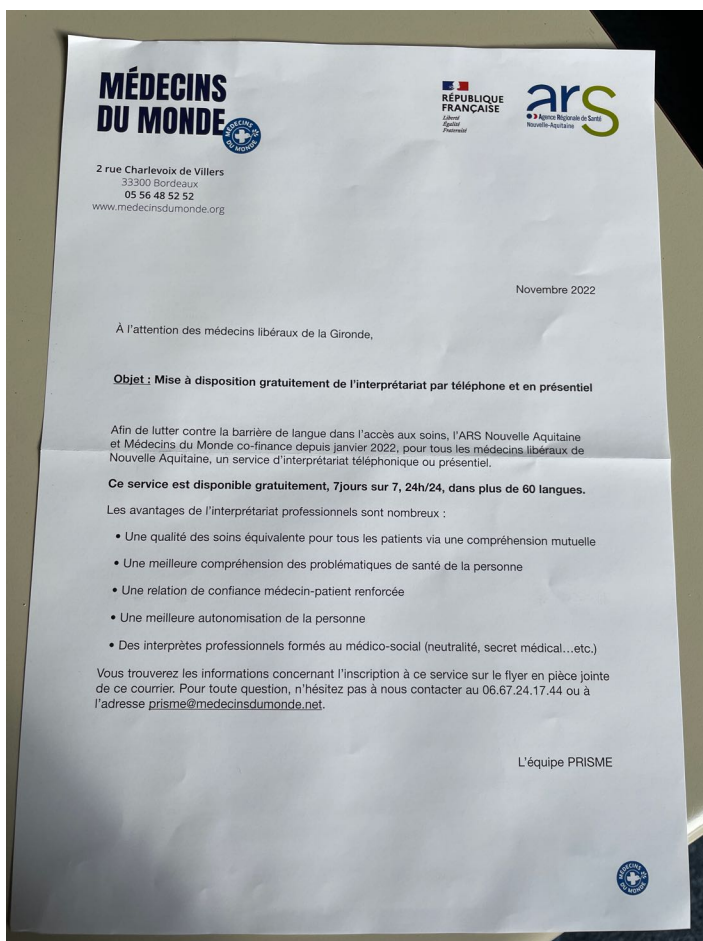
De son côté, la mission **DASEM** (Droits à la santé pour les étrangers malades) a proposé 208 consultations par l'intermédiaire de quatre médecins et un travailleur social.

Le **FLE** (Apprentissage du français) a offert des leçons en quatre ou cinq groupes à près de 40 personnes.

Lors de notre visite au Caso, nous avons pu assister à des consultations par des psychiatres. Après l'orientation faite à l'accueil, ils reçoivent les personnes, toujours à deux médecins, pour mieux appréhender et répondre à des situations de détresse. L'homme qui se présenta venait du Niger, une trentaine d'années ; il avait subi des violences extrêmes suite à une arrestation lors d'une manifestation. Il nous a montré les photos de son visage tuméfié, nez cassé, joue enfoncée, œil abîmé, défiguré. Il avait été libéré, a décidé de quitter ses parents et venir en Europe. Après un parcours très difficile, il était arrivé à Bordeaux. Hébergé en CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) il avait fait une demande dont il n'avait pas encore la réponse. Il venait demander des médicaments pour dormir, il nous a expliqué que dans la journée, il déambulait dans la ville et que « ça allait », mais, la nuit, les images revenaient avec violence et il lui était impossible de trouver le sommeil. Le psychiatre lui demanda s'il parlait avec des gens, s'il communiquait, il répondit que non. La conversation porta sur la possibilité de mettre dans sa tête d'autres images, d'autres paroles, d'autres visages pour permettre petit à petit de chasser les souvenirs des tortures endurées. On lui indiqua un service spécialisé de psychologues qui pourrait l'aider et on lui donna un somnifère. Les deux médecins sont confrontés à des récits tous plus violents les uns que les autres, mais très semblables. L'écoute, le soin et l'orientation permettront petit à petit d'éloigner la douleur psychique.

Ensuite nous avons assisté en partie à une consultation TROD (test rapide d'orientation diagnostique) VIH/VHC. Lorsqu'une personne se présente à l'accueil, on lui propose ce test. Ce jour-là un jeune homme afghan, qui travaillait dans un restaurant et qui avait fait une demande d'asile, a accepté ce test. Il se révéla négatif. Un protocole très précis est établi et des conseils sont donnés avec pédagogie sur la prévention avec beaucoup de bienveillance.

Nous avons pu constater le professionnalisme de l'équipe constituée de salariés, bénévoles, stagiaires, internes en médecine, face à des situations rendues inextricables par une législation trop complexe, et des délais d'obtention de réponse qui aggravent la santé des personnes. Ils continuent inlassablement à trouver des solutions, mais savent aussi dire, au vu du contexte, que leur demande d'asile a peu de chance d'aboutir. Cette honnêteté est appréciée.



Projet Prisme :

Suite à de nombreuses tentatives de mobiliser la médecine de ville pour assurer le suivi des soins à la sortie de l'orientation effectuée par le CASO, il est apparu que l'obstacle de la langue était rédhibitoire pour un grand nombre de bénéficiaires.

Il est donc proposé, à travers le projet PRISME, que les médecins et sages-femmes des territoires couverts par le projet et exerçant en libéral aient un accès facile, immédiat et gratuit à un interprétariat téléphonique.

Une des **innovations du projet** est que l'interprétariat pourra également être sollicité par le patient, afin de renforcer le pouvoir d'agir des personnes et de leur

permettre de devenir actrices de leur parcours de santé.

Sur chaque territoire du projet, des équipes constituées de professionnels de santé bénévoles iront à la rencontre des médecins et sages-femmes susceptibles de recevoir un public non francophone.

Chaque partenaire du projet aura pour mission de sensibiliser toutes les personnes parlant peu ou pas français qu'il rencontrera sur ses programmes pour qu'elles puissent s'approprier le projet et revendiquer un accès à une consultation médicale avec interprétariat professionnel (empowerment).

Le financement de ce projet pour un montant de **400 000 €** est assuré conjointement par l'ARS Nouvelle-Aquitaine, MdM, la fondation NEHS et d'autres bailleurs restant à identifier.

IV/ CASO PAU

Suite au *processus de déclinaison opérationnelle de la stratégie France*, il a été décidé par la direction de fermer l'antenne de MdM à PAU.

Présent depuis 32 ans à Pau, MdM anime un CASO, des activités extérieures dentaires et un collectif interassociatif.

Grâce une équipe de bénévoles très motivée et une seule salariée, le CASO ouvre ses portes deux après-midi par semaine.

Il a été acté par la Direction des Opérations France que les activités ne seraient pas fermées de manière sèche et que le CASO pourrait effectuer le transfert de ses activités, notamment en lien avec la création d'un centre participatif de santé, la PASS hospitalière et les autres associations présentes.

Mais transférer un programme nécessite à la fois du temps sur place à plein temps et des compétences spécifiques (connaissance du système de santé, de la santé publique, gestion de projet, gestion RH).

Or l'équipe de Pau est composée uniquement d'une assistante de projet à mi-temps. Afin de pouvoir préparer le transfert et fermer dans de bonnes conditions, la délégation revendique une ressource supplémentaire sur un CDD avec des compétences spécifiques.

En 2022, l'équipe de Pau a accueilli 667 patients dont (505 nouveaux) et a proposé :

1. 317 entretiens d'accueil
2. 798 consultations médicales
3. 15 consultations de prévention, avec propositions de TROD
4. 526 consultations dentaires délocalisées.
5. 48 Consultations de santé mentale

Le comité ne pouvait pas, dans le cadre de sa mission, se rendre à Pau. Nous l'avons regretté.

V/ Le programme « squats » a fermé en septembre 2022. Cependant, une majorité des activités (accès aux droits et soins, médiation sanitaire, amélioration des lieux de vie, santé sexuelle et reproductive) a été transférée au droit commun, c'est-à-dire vers la Pass mobile, le département et le GIP « médiation Bordeaux Métropole). Certains patients viennent malgré tout chercher encore un appui au CASO. Cette activité s'inscrit dans une démarche plus large de « surveillance » du territoire qui recueille également les retours des bénéficiaires du programme « travailleurs précaires » (saisonniers d'Europe de l'Est).

Le programme « squats » a permis, au fil du temps, de mettre en évidence deux catégories de salariés sans abri dont les conditions de travail menaçaient la santé et ne permettaient pas d'en assurer l'accès. Ce sont les travailleurs viticoles saisonniers et les livreurs de repas rapide en ville.

C'est assez naturellement que Médecins du Monde a décidé d'innover et de se tourner vers ces deux catégories.

VI/ Le projet « Travailleurs viticoles saisonniers ».

C'est un projet assuré par le personnel bénévole et salarié de la délégation.

Il est apparu que, tout au long de l'année (et pas seulement au moment des vendanges), les grands domaines viticoles du Médoc faisaient appel à une main-d'œuvre immigrée (pour la plupart d'Europe du Sud, de l'Est et du Maghreb) qu'ils emploient au coup par coup, à la demande, en fonction des besoins de la taille des vignes, de l'entretien et de la récolte.

Les travailleurs, sous-payés, sont la plupart du temps logés soit dans leurs propres véhicules (voitures, camionnettes, caravanes) soit dans des squats organisés dans des ruines de fermes ou de bâtiments industriels locaux.

Dans des conditions de séjour totalement insalubres, souvent sans eau et sans électricité, ces travailleurs n'ont pratiquement aucun moyen d'accéder aux soins dont ils ont besoin.



Outre les maladies de tout un chacun, ils sont en butte aux souffrances physiques liées à la pénibilité du travail dans les vignes, mais aussi aux pathologies liées à l'exposition aux multiples produits agressifs employés pour l'entretien des vignobles.

En ce sens, cette mission innovante met en lumière une catégorie de travailleurs très peu connue en France et surtout développe, à nos yeux, une approche santé-environnement innovante et prometteuse.

Le comité a été frappé par la cohérence et la force de la démarche qui a permis de passer de squats plutôt urbains et périurbains à des campements de fortune cachés dans les bois.

Le Médoc est une région où l'extrême droite prospère volontiers et où l'hostilité vis-à-vis de ces migrants nomades par nécessité se heurte à la volonté des grands propriétaires de faire appel à une main-d'œuvre corvéable à merci.

Le travail de Médecins du Monde, au-delà du plaidoyer, vise aussi à détecter les quelques Mairies et exploitations réceptives au discours et aux valeurs de l'association.

VII/ Le projet de la Maison des Livreurs.



La Maison des Livreurs

**Ouvert du mardi au vendredi
de 14h à 18h**

au 14 rue du Fort Louis à Bordeaux
(entre Place André Meunier et Place Sainte Croix)

Un lieu gratuit et ouvert à tou.te.s les livreur.euse.s pour
Echanger avec d'autres livreur.euse.s et se mobiliser ensemble
Se reposer, boire un café, recharger ses batteries, réparer son vélo
Etre informé.e sur ses droits et accompagné.e dans ses démarches

Informations au 06 79 02 75 56 (Médecins du Monde)




Les conditions de travail des livreurs de repas à domicile au travers des plateformes digitales (UberEats, Deliveroo, restaurants, etc.) ont bien été identifiées par les médias.

Ces livreurs ont réussi un peu partout en France et en Europe, à s'unir pour tenter de faire modifier leur statut d'autoentrepreneur qui les met à la merci des plates-formes.



À Bordeaux, l'équipe MDM a rencontré en 2019 des livreurs de repas qui l'ont alertée sur leurs conditions de travail, et sur le lien qu'ils faisaient avec leur santé, notamment psychique. MDM a mené une mission exploratoire pour mieux comprendre leurs besoins. En rencontrant plusieurs livreurs sur les squats, MDM a échangé avec l'un d'entre eux, créateur d'un syndicat des livreurs. Ce dernier avait porté auprès de la Mairie de Bordeaux la demande d'un accompagnement social et médical et d'un lieu de repos. MDM s'est associé avec d'autres pour porter un projet de Maison des Livreurs. Dans ce cadre, les livreurs se sont regroupés au sein d'une association (AMAL) et MDM leur a proposé d'assurer une permanence hebdomadaire.

Le Comité a pu visiter cet établissement le jour de l'installation de l'enseigne...

Cette mission, pilotée par Morgan, salarié de MDM que le comité a rencontré sur place, est un **exemple et un symbole particulièrement réussi d'empowerment**.

À partir d'un petit groupe de bénéficiaires qui décident de faire corps, d'unir leurs forces et de prendre en charge leur destin économique, et ce sous des formes qu'ils inventent et qui leur sont propres, MDM apporte son expertise afin de les accompagner pour qu'ils aient un accès aux droits et aux soins.

Le jour où nous avons visité les locaux, le comité fondateur recevait un sociologue spécialisé dans ces formes nouvelles d'activité et qui devait les aider sur les formes d'organisation possibles. En parallèle, il initiait une étude sur l'impact de leurs conditions de travail vis-à-vis de leur santé physique et psychique.

Parallèlement, un médecin bénévole de MDM était sur place, disponible pour qui en aurait besoin.

Au travers de ces deux missions, nous avons pu constater matériellement comment un programme en instance de transfert (les squats) parvenait à générer un nouveau programme sur deux axes liés à des innovations (la santé-environnement pour l'un, l'empowerment en actes pour l'autre).



La capacité à innover en rebondissant sur les acquis d'une mission existante et transférée nous a semblé tout à fait exemplaire.

VIII/ BUDGET

Note préliminaire :

L'ensemble des salariés travaillant sur l'Aquitaine pour MDM ont des salaires répartis entre délégation et programmes puis ventilés par clés fixes sur les différents programmes.

Les différents salariés sur chaque programme seront donc présentés ici avec le pourcentage lié à la clé de répartition.

En tout, on y compte 8 salariés : une coordinatrice régionale, deux coordinateurs programme, 2 assistantes programme, une assistante délégation, et une travailleuse sociale.

Budget du fonctionnement de la délégation aquitaine.

Budget 2023 : 107 000 €. Entièrement sur RNA.

Les RH représentent 80 000 euros

Deux salariés. 1 coordo régionale et 1 assistante délégation. Partie de leur salaire affecté à la délégation : 65 %

Fonctionnement : 26 000 € dont gros postes : loyers : 10 000 €. Divers communications : 3 300 € et déplacements : 4 200 €

BP du CASO de Bordeaux

263 000 € de budget en 2021.

Les dons privés représentent environ la moitié du budget 2021. L'autre moitié provient de subventions publiques.

Budget prévisionnel 2023 : 305 000 €, dont 165 000 € en RH et 140 000 € en fonctionnement.

RNA : 185 000 €

Subventions : 121 000 €. Dont : 50 000 € ARS, 25 000 € du Département, 10 000 € Mairie, 20 000 € CPAM, abandon frais bénévolat : 16 000 €.

RH : 165 000 € dont : Coordo Région pour 10 %, Coordo Caso pour 80 %, Travailleuse sociale à 100 %, Assistant délégation à 10 %, 2 Assistantes gestion (1 en CDD) pour 70 %

Fonctionnement : 140 000 € dont gros postes : Traductions : 14 000 €, locaux 72 000 €, déplacements et frais mission : 22 000 €, dépenses médicales : 5 000 €.

PRISME : budget 205 000 € dont 75 000 € RNA

Subventions 130 000 € : 120 000 € Ségur Santé, Gironde : 10 000 €

RH 37 000 € : 2 assistants gestion technique (cf CASO) pour 30 % de leur salaire, Assistant délégation pour 5 %, Coordo Programme (=coordo CASO) à 20 %, coordo régional à 5 %

Fonctionnement : 168 000 € dont gros postes : subventions versées partenaires 145 000 €, locaux 14 000 €

Travailleurs précaires (mission explo) :

Budget : 87 000 € dont 4 000 € RNA

Subventions : 84 000 € dont 20 ARS, 15 CPAM, 12 Département. 9 MSA 33, 28 valorisation bénévolat

Fonctionnement : 87 000 €

Dont frais de mission : déplacements 37 000 € dont frais bénévolat 35.000 €, com : 5 000 €, véhicules 5 700 €, locaux 21 000 €, accompagnements patients 10 000 € (surtout interprétariat)

Caso Pau : (en fermeture)

Budget 144 000 €, RNA : 116 000 €,

Subventions : 28 000 € dont 15 000 € ARS, 7 000 € abandon frais bénévolat, 4 000 € département, 2 000 € CCAS Pau.

RH : 101 000 € dont assistant gestion 100 % , assistant délégation 10 %, coordo programme (demande) 100 %, coordo régional 10 %

Fonctionnement 43 000 €, dont locaux : 23 000 €, déplacements 8.000 €

IX/ Remarques du comité et conclusion.

Si l'on est parfois forcés de constater que l'engagement militant autant politique qu'associatif est en déclin au plan institutionnel, le comité a observé tout le contraire lors de sa visite à Bordeaux. Si les différents personnels ne nous avaient pas été présentés auparavant, il nous aurait été bien difficile de distinguer qui était bénévole, qui était salarié, tant étaient évidents l'engagement et l'expertise de chacun.

Mis à part les griefs récurrents faits à une administration centrale à laquelle on reproche parfois des décisions unilatérales et douloureuses, sans concertation, il nous a été fait aussi part d'une reconnaissance vis-à-vis de l'expertise du service juridique de la DSP, par exemple, sans laquelle rien ne serait possible dans le secteur de la défense des droits.

Nous ne faisons pas ces visites de mission pour juger de la qualité des soins ni pour auditer le détail des comptabilités.

Mais nous avons pu observer que l'accueil était absolument remarquable, calme et généreux, face à des demandes qui peuvent être parfois aussi excessives que désespérées.

Rien, ici, ne nous a paru superflu.

Aucune dépense ne nous a semblé excessive.

La modestie des conditions de travail nous a semblé parfaitement concilier la nécessité de soins de qualité et la bonne utilisation des dons dont nous sommes en partie les garants.

Nous n'avons pas pu, pour des raisons de temps imparti, visiter le CASO de Pau et donc témoigner de l'opportunité éventuelle de son maintien face à la décision de fermeture qui le frappe.

S'il y a deux choses, peut-être, que nous devrions retenir, c'est le dynamisme de cette délégation et le sérieux qui l'habitent. La volonté du « faire ensemble » y est omniprésente.

Le binôme des deux nouvelles missions auprès des travailleurs viticoles et des livreurs de repas nous semble refléter ce que MDM sait faire de mieux sur le terrain : résister et innover, ou résister en innovant, on ne sait plus...

Il existe bien sûr des risques au sein de ce binôme :

– la mission « travailleurs viticoles » est difficile et exigeante en engagement terrain (éloignement, volatilité des bénéficiaires). Elle exige donc des moyens pérennes et sûrs. Mais elle nous semble à la fois indispensable (tant nous avons été choqués par les besoins évidents des bénéficiaires rencontrés) et exemplaire sur le plan du plaidoyer (notamment vis-à-vis d'un discours sociopolitique dans un environnement hostile). De plus elle s'inscrit dans le contexte très actuel de l'exposition aux risques environnementaux.

– Certes le but de mission auprès des livreurs est de leur faire obtenir des statuts nouveaux. Mais elle présente le risque qu'elle soit à terme « instrumentalisée » par la municipalité et que ces statuts nouveaux ne fassent pas disparaître les risques liés à l'activité de ces travailleurs en matière de santé. L'action de MDM dans sa politique de non-substitution et de transfert dans le droit commun est d'autant plus indispensable.

Sa réussite, qui nous a paru possible, nous semble digne de tenter l'expérience jusqu'au bout !

Paule Champetier de Ribes et Olivier Péray

Nous tenons ici à remercier l'ensemble des équipes pour leur accueil chaleureux, et notamment : Adeline, qui nous a beaucoup donné de son temps précieux de coordinatrice, Caty et Ana qui nous ont emmené à Saint-Laurent, Jonathan, David, Hélène, Catherine (responsable de mission), Anne et Jean-Luc au collège, Morgan qui nous a pilotés parmi les livreurs, Marie-Christine au secrétariat, Sophie à l'accueil social, Julia, Jean-Michel et aussi les médecins qui ont autorisé notre présidente, ancienne infirmière, à assister à certains entretiens.